

Accusée d'avoir infiltré le contre-G7, la militante toulousaine s'est volatilisée

PAR MATHILDE GOANEC, EMMANUEL RIONDÉ, ANTTON ROUGET ET MATTHIEU SUC
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 4 SEPTEMBRE 2019



Acte XXII des gilets jaunes à Toulouse. © MR

Le 27 août 2019, une femme, identifiée sous divers pseudonymes, est accusée d'avoir infiltré plusieurs groupes agissant contre les violences policières et la répression. Depuis le contre-sommet du G7 à Hendaye, où deux policiers en civil ont aussi été repérés et chassés, elle a disparu, alimentant l'inquiétude et les fantasmes, notamment à Toulouse, où elle a été très active ces derniers mois au sein des collectifs de « gilets jaunes ».

Soudain, sa photo s'est affichée, visage étroit, yeux cernés de noir, sur la galaxie des sites militants et pages Facebook gravitant autour des gilets jaunes. Le visage d'une certaine « Dan Boro », aussi appelée « Rose », « Rose des sables » ou « Clara », selon les interlocuteurs et les lieux où s'est manifestée cette femme d'environ cinquante ans, suspectée par de nombreux militants d'être une taupe au service de la police.

Un **communiqué**, publié le mardi 27 août sur les sites des médias alternatifs Indymedia Nantes et Information anti-autoritaire Toulouse et alentours (IAATA), non signé et « rédigé en urgence », faisait ainsi état d'une « flic infiltrée débusquée au contre-sommet G7 ». L'information est aussi **relayée** par *L'Express*.

Le 27 août, date également de sa dernière publication Facebook, elle moquait encore ceux qui sur sa page ont très vite multiplié les propos accusateurs. « Pourquoi tu me cherches ? Si j'étais flic je serai bien venue te

mettre au frais sas temps pour t apprendre à menacer (sic) », écrit-elle avant de répondre à un autre par ces mots : « J'attends juste que la parano s'arrête. »

Quelques heures plus tard, l'internaute s'est comme évaporée. Sollicitée *via* la messagerie de Facebook, nos messages sont restés sans réponse.

« Dan Boro » a également disparu des groupes Telegram, ce réseau de messagerie sécurisé où elle intervenait régulièrement, sous pseudonyme, sur une dizaine de boucles de « gilets jaunes », en particulier celles ayant trait aux violences policières et aux poursuites judiciaires. La femme s'éloigne par ailleurs physiquement des radars, notamment dans les milieux militants toulousains où elle avait ses habitudes ces derniers mois.

C'est au Pays basque, à l'occasion du **contre-sommet du G7 à Hendaye**, que son itinéraire semble s'interrompre. Le vendredi 23 août 2019, dans le campement du contre-sommet, les intervenants se relayent au micro, derrière des parasols, à l'occasion d'une assemblée improvisée. Les discussions portent notamment sur la volonté manifestée par plusieurs groupes de manifestants d'aller à Bayonne le lendemain, après la **manifestation** pacifique et cadennassée du matin à Hendaye.

Le contexte est tendu, marqué par une très forte **présence policière**. Chez les militants, des divisions sont apparues sur les stratégies militantes, d'où la nécessité pour certains d'exprimer leurs positions en toute discrétion, abrités derrière un parasol.



Une manifestation sauvage à Bayonne, le samedi 24 août, a réuni près d'un millier de personnes. © Yann Levy / Hans Lucas

Au cours d'une prise de parole, un militant aperçoit une femme, en arrière-plan de ces mêmes parasols, en train de prendre des photos des uns et des autres avec son portable, qu'elle tient au niveau de son ventre.

Tout un trombinoscope qu'elle envoie à un contact de son répertoire, « *Éric* », assorti d'un résumé de la position qu'ils ont exprimée au micro. Il s'agit de celle que beaucoup reconnaîtront ensuite sous le nom de « *Dan* ».

Vivement interpellée par des participants de cette assemblée, elle assure envoyer dans un premier temps des messages à sa fille, puis balbutie, dit prendre des photos car craindre « *pour sa sécurité* ». Alors que le petit groupe qui l'entoure tente de s'emparer de son téléphone, elle donne un coup sur l'objet puis s'enfuit, sans reparaitre sur le campement, où un autre témoin assure qu'elle a pourtant été vue à plusieurs reprises les jours précédents, s'affichant comme relais des Toulousains pour les Basques, et relais des Basques pour les Toulousains.

« *Je l'ai vue arriver sur place le lundi 19 août, dès le début du montage du campement [et avant l'ouverture du contre-sommet le mercredi 21 – ndlr]* », précise à Mediapart un bénévole présent sur place.

Évanouie depuis dans la nature, cette femme, formellement reconnue sur la photo diffusée avec le communiqué diffusé le 27 août, a bien été, selon nos informations, très active à Toulouse ces derniers mois et liée notamment au « groupe des huit ».

D'après plusieurs témoignages que nous avons recueillis auprès de personnes qui souhaitent toutes garder l'anonymat, ce groupe affinitaire réunissant des gilets jaunes toulousains s'était fixé pour objet de préparer des « *outils de défense* » pour les manifestations, en confectionnant notamment des banderoles et des fumigènes.

Le 22 février dernier, alors que huit d'entre eux (trois femmes et cinq hommes) étaient réunis au domicile de l'une pour préparer l'acte XV, la police est intervenue. Perquisition et interpellations musclées, 48 heures de garde à vue pour tout le monde.

La Dépêche du Midi **hésitera pas à parler** de la découverte d'un « *arsenal de guerre* », et ce bien que le dossier soit quasiment vide (*comme nous l'avions relaté dans cet article en mai dernier*). Relâchés ensuite et placés sous contrôle judiciaire, ils font l'objet

d'une instruction toujours en cours pour association de malfaiteurs et détention de substances ou produits explosifs.

Se présentant comme une militante chevronnée, « *Dan Boro* » avait rejoint courant janvier ce groupe affinitaire, sous le nom de « *Besse* ». Elle était entrée en contact avec eux *via* la messagerie Telegram et par l'intermédiaire d'un membre du groupe qui en a été vite éjecté après y avoir formulé des propositions d'action jugées trop radicales.

Besse, perçue comme une recrue sûre par la plupart des autres membres, est restée et a participé à « *trois ou quatre réunions* » du groupe. Se présentant comme mère de deux filles, et chargée d'un lourd passé familial sur lequel elle se serait épanchée en petit comité, elle y est apparue comme une femme déterminée... et efficace.

Présente à toutes les manifs, Besse jouait un rôle d'« *éclaireuse* », renseignant tout au long de l'après-midi par texto ses contacts gilets jaunes sur l'endroit où se trouvaient les forces de l'ordre. Des informations qui se sont la plupart du temps révélées fiables.

Selon plusieurs témoignages, elle était « *en mode véner* », selon le vocabulaire militant, n'hésitait pas à « *insulter les flics* » et était généralement affublée d'une casquette noire et d'une paire de lunettes de soleil.

Prétextant l'accueil de sa fille, Besse avait prévenu qu'elle ne pourrait se rendre à la réunion du 22 février 2019. Deux du groupe ont cependant eu la surprise de la croiser par hasard, le jour même, attablée dans un bar du centre-ville. Elle leur avait alors réitéré sa déception de ne pouvoir les rejoindre le soir même à la réunion.

Le fait est qu'elle a échappé à l'interpellation, puis à la garde à vue collective. Lorsque les autres membres du groupe sont sortis du commissariat le dimanche soir, elle faisait partie de celles et ceux qui les attendaient.

Selon le témoignage de Gisèle* qui s'y trouvait également, Besse a, ce soir-là, « *réconforté ceux qui sortaient du commissariat et en a pris dans ses bras* ». Il est probable que cela ait été la dernière fois où les huit ont croisé sa route,

puisque leurs mesures de contrôle judiciaire (pointage hebdomadaire, interdiction d'entrer en contact avec les autres et de sortir de chez soi du vendredi minuit au samedi minuit), associées au traumatisme de la séquence, les ont toutes et tous brutalement éloignés de toute activité militante.

Besse n'a pas pris la peine d'assister à leur comparution en justice le 12 mars suivant, durant laquelle il est apparu que l'un des huit, un dénommé Tristan* au casier judiciaire chargé, travaillait en réalité pour la police.

« C'est quelqu'un dont il s'est avéré lors de l'audition qu'il avait, à plusieurs reprises, essayé de convaincre le groupe de mener des actions plus dures et radicales, type faire sauter des voies de train... ce qui ressemble bien à des méthodes d'infiltrés », note Claire Dujardin, avocate de plusieurs membres du groupe. Durant l'audition, Tristan a admis avoir suivi les consignes d'une policière.

Sur le contre-G7, elle s'active depuis Toulouse et Bayonne

Ce n'est pas sous le nom de Besse, mais sous celui de Dan que Alex*, Claude* et Dominique* ont rencontré cette même militante, dans le cadre d'un collectif toulousain.

« La première fois qu'on l'a vue, c'était dans une réunion d'info sur le contre-sommet du G7, courant avril, explique Alex. Elle s'est dite super intéressée par l'organisation du contre-sommet mais n'a pas pu rester ce soir-là. Elle nous a demandé de lui faire passer les films militants qu'on avait prévu de diffuser. »

Dan commence à fréquenter avec assiduité les réunions plus clairement dédiées aux aspects logistiques et organisationnels. Disant là encore avoir deux filles, elle « parlait beaucoup des gilets jaunes », faisait référence à son passé de militante de la LCR à Clermont-Ferrand et prétendait travailler pour la filiale d'un grand groupe français à Toulouse (contactée, l'entreprise n'a pas été en mesure de confirmer, ni d'informer, que cette personne avait bien travaillé pour elle à Toulouse).

Elle se rend très vite indispensable. « Elle se rendait souvent à Bayonne et disait savoir ce qui se passait sur place, elle connaissait, de fait, du monde dans les réseaux là-bas... », confie Claude.

Dan veut jouer un rôle important sur la logistique et notamment l'hébergement, prétendant avoir des liens avec les personnes chargées d'ouvrir un squat à Bayonne. Ces contacts avec le monde militant basque s'avéreront pourtant quasi insignifiants.



Acte XXII des gilets jaunes à Toulouse. © MR

« Cela fait longtemps qu'elle tourne, je l'ai croisée plusieurs fois dans les manifs gilets jaunes, mais jamais dans les commissions, dans les réseaux politiques locaux ou antifascistes, affirme un autre militant politique toulousain, également actif dans les organisations officielles du contre-sommet du G7. Je l'ai revue et réellement rencontrée lors de la manifestation du 13 juillet 2019 à Biarritz, puis lors de la grosse fête organisée le soir même, où elle proposait son aide pour faire venir un car de Toulouse, organiser les hébergements. »

Rapidement, des participants se méfient. « La fille semblait un peu folle, connaissait selon ses dires grosso modo la Terre entière... Rapidement on s'est éloignés et elle n'a joué aucun rôle dans l'organisation officielle du contre-sommet », explique le militant toulousain.

Début août, Dan revient pourtant à Toulouse en prétendant avoir « plein d'infos ». Et en rajoute toujours un peu plus pour pousser à l'action, un élément qui revient dans tous les témoignages recueillis : « Elle a commencé à mal parler des gilets jaunes, en mettant en cause certaines de leurs actions et en disant qu'ils n'étaient pas assez déterminés et pas très malins », raconte Claude.

Après la manifestation biarrote du 13 juillet, à Toulouse, la mobilisation sur le contre-sommet peine à prendre. « *Les gens ne s'organisaient pas vraiment, on n'était pas très nombreux*, explique Claude. *Mais elle, elle a continué à pousser en disant qu'il y avait tout ce qu'il fallait sur place pour accueillir et héberger du monde. Elle était déterminée et motivée.* »

À cette période, Alex se rend avec elle sur la côte basque. « *Elle devait me faire rencontrer des personnes chargées du squat, mais je me suis retrouvé dans une réunion sur l'ouverture du camp officiel à Hendaye.* »

Dan dit connaître du monde dans les milieux militants traditionnels mais aussi plus alternatifs et radicaux, et elle le fait savoir aux uns et aux autres. « *Le soir, comme on insistait, elle nous a fait rencontrer une meuf qui nous a assuré qu'il y aurait des terrains disponibles près de Bayonne.* »

Elle propose aux militants toulousains une carte de Bayonne avec tous les digicodes des immeubles et veut rapprocher la commission « défense collective » des gilets jaunes de l'organisation du contre-sommet. Le tout lors de réunions et d'échanges où elle ne prend plus la peine d'enlever son téléphone des tables et communique par des canaux non sécurisés.

« *J'ai trouvé qu'elle n'était plus trop sécurisée, je ne comprenais pas, je me suis demandé si elle n'était pas un peu conne...* », note Alex. « *Elle gérait le matos et les points de chute à Bayonne de la plupart des gens* », regrette de son côté Dominique qui, deux jours avant de se rendre à Bayonne, ne réussit pas à obtenir les infos lui permettant de savoir où se rendre.

Dan l'invite à rejoindre plutôt une assemblée générale à Hendaye, dans l'après-midi du 23 août, « *au chapiteau Gilets jaunes pour les plus déterminés – ndlr* ». Après-midi au cours de laquelle « Dan » se fait confisquer son téléphone.

Quelques heures plus tard, après que la police a réprimé une manifestation sauvage et fait son **intrusion** dans le campement, une assemblée générale est organisée en urgence. Un membre de la *legal team*, organisation collective qui a pour but de soutenir les personnes confrontées à la répression policière

et judiciaire dans le cadre du mouvement social, révèle au cours de cette AG, réunissant plus de 2 000 personnes, que leur mouvement a été « infiltré », provoquant un énorme émoi et une intense paranoïa au sein des groupes présents au contre-sommet.

La rédaction du communiqué et sa mise en ligne, quatre jours plus tard, provoquent pareille onde de choc dans un grand nombre d'organisations formelles ou informelles, très actives au cours des derniers mois, en marge ou au cœur de la mobilisation des gilets jaunes.

Inédit par son ampleur, sa durée, mais aussi par **l'intensité de la répression policière**, judiciaire et administrative, ce mouvement social craint depuis des mois le piratage de l'intérieur. Le soupçon est d'autant plus fort que fin août, une bonne partie des pages Facebook des médias alternatifs appartenant à la gauche radicale **ont vu leur audience chuter d'un coup** après avoir publié le communiqué portant sur cette affaire d'infiltration, et restent à ce jour sans réponse de Facebook sur l'origine de ce déclassement.

Le spectre de l'infiltration des collectifs d'ultra-gauche

« *Nous savons que nos mouvements sont infiltrés, la question n'est pas là* », assure un témoin de l'assemblée générale nocturne du vendredi, qui décrit par ailleurs des méthodes d'approche « *à la hussarde* »

de bénévoles ou d'activistes par la police pour obtenir des renseignements, sur le campement du contre-sommet cet été à Hendaye.



Le 21 août, les deux policiers en civil déjeunent à Biarritz. © Document Mediapart

Le mercredi 21 août, déjà, le ton avait été donné avec la découverte de deux policiers en civil, au milieu des protestataires, dans les travées du campement. « Ils avaient un comportement bizarre, ils observaient tout ce qui se faisait », explique un militant.

Le midi, les policiers avaient déjeuné avec un troisième convive dans un restaurant de la place Beaurivage, sur la côte des Basques à Biarritz, l'un des lieux les plus sécurisés du moment, ainsi que le montre le ticket ci-contre. Repérés, les deux hommes ont été accompagnés avec fermeté vers la sortie le soir même par un groupe de manifestants, sans opposer la moindre résistance.

Le collectif Défense collective, à Toulouse, agissant dans le spectre de la *legal team*, « connue pour se protéger au maximum » selon un militant, a publié le 2 septembre 2019 un communiqué, qui affirme que « Dan », « Clara » ou « Rosa », quelle que soit son identité, « s'est implantée depuis plusieurs mois dans le mouvement des gilets jaunes » et « a eu un certain nombre de contacts avec la Défense collective de Toulouse », étant l'une des administratrices du mail du collectif.

Elle avait notamment accès aux contacts et messages envoyés ou reçus depuis ce mail, ainsi qu'à la base de données de suivi des procès et aux codes Facebook du groupe Défense collective. Le communiqué met ensuite en garde contre d'éventuelles perquisitions à venir et fait appel aux bonnes volontés pour trouver « d'autres pseudos », adresses mail ou numéros de téléphone renvoyant à la fameuse Dan Boro.

Il ne s'agit pas simplement de fantasmes. Récemment, **une taupe de la DGSI aurait été démasquée** par des militants de la gauche radicale ayant combattu au Rojava. En mars 2019, le site Kurdistan au féminin a publié une mise en demeure à l'encontre d'un revenant qui avait pour pseudo « Ravachol ». Ce jeune homme, à peine majeur, avait effectué deux séjours de cinq mois au Rojava entre 2017 et 2018. Les anciens amis de Ravachol auraient découvert sa duplicité lors d'une scène rappelant les événements du contre-sommet du G7.

« Il a fallu te piquer ton téléphone pour tomber sur les mails que tu envoyais, raconte un ex-compagnon de route. Tu avais balancé les détails de notre formation, de nos organisations, de nos identités. Finalement, au vu des témoignages recoupés et des ennuis que nos différents camarades ont eus à leur retour en France, l'évidence est apparue : tu nous as tous minutieusement balancés, tout en jouant au bon camarade. »

Les indicateurs au sein des différentes mouvances de la gauche radicale sont considérés comme des sources d'information précieuses par les services de renseignement, qui ont le plus grand mal à décrypter les intentions de militants « passés maîtres dans l'art de la dissimulation et de la lecture des dispositifs policiers », comme ils les décrivaient dans certaines notes courant 2015.

Une difficulté que les services rencontrent dans une moindre mesure lorsqu'ils enquêtent sur l'ultradroite, dont les membres claironnent leurs projets et sont fascinés par les forces de l'ordre (ce qui facilite leur infiltration).

Ainsi, lors de la vague de coups de filet dans différents groupuscules d'extrême droite fomentant d'éventuels attentats, ce n'est pas un mais plusieurs services de renseignement qui avaient réussi à infiltrer leurs militants.

De la même manière, au printemps dernier, lorsque des militants d'ultradroite avaient tenté de prendre langue avec certaines figures des gilets jaunes, un service de renseignement, par la grâce d'un indicateur, était aux premières loges. *A priori*, à chaque fois, dans un cadre rendu légal par **la loi sur le renseignement adoptée au printemps 2015**.

Depuis, le code de sécurité intérieure prévoit dans l'alinéa 5 de son article L811-3 que les services de renseignement peuvent recourir à différentes « techniques » dans le cadre, notamment, de la prévention « des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique ».

Le même article offre un large éventail d'actions aux services puisqu'il inclut dans ces techniques, « lorsque les renseignements ne peuvent être recueillis par un autre moyen légalement autorisé », « l'utilisation

de dispositifs techniques permettant la captation, la fixation, la transmission et l'enregistrement de paroles prononcées à titre privé ou confidentiel, ou d'images dans un lieu privé ».

Mais ces dispositions, à destination des professionnels des « services spécialisés de renseignement », ne s'appliquent pas pour un indicateur, précise un chercheur travaillant sur le sujet. Ce dernier prévient : un indicateur agissant ainsi, même à la demande de la police, pourrait être poursuivi pour « violation de la vie privée », et le service qui le pilote pour « recel ».

Lundi, Mediapart a envoyé une série de questions à propos des événements du contre-sommet du G7 au ministère de l'intérieur ainsi qu'au principal service de renseignement intérieur, la DGSI. Relancés mardi et mercredi, Beauvau et la DGSI ont indiqué ne pas vouloir faire de commentaire. Pas même sur le devenir de cette femme, publiquement mise en cause.

Boite noire

* Les personnes interrogées dans cet article ont préféré garder l'anonymat.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.